

Mes chers camarades,

Comme c'est bon d'être à Frangy avec vous tous !

Comme c'est bon de répondre à ton invitation, chère Cécile Untermaier, députée de Saône-et-Loire, toi qui apporte ton énergie et ton intelligence à la majorité parlementaire depuis plus d'un an maintenant.

Je tiens également à saluer tous les autres députés de Saône et Loire présents parmi nous que ce soit Thomas Thévenoud, Edith Gueugneau ou Philippe Baumel. J'adresse aussi une pensée amicale à Christophe Sirugue, mon vice-président, qui ne pouvait être aujourd'hui parmi nous. Je salue enfin Laurent Baumel, député d'Indre et Loire ainsi que Patrice Prat, député du Gard, qui ont fait le déplacement à Frangy.

Comme c'est bon d'être là, sur tes terres, Arnaud mon ami, toi qui réalise, auprès de François et de Jean-Marc, un travail colossal depuis quinze mois, à la tête du ministère le plus difficile sans doute, le plus crucial assurément. Toi qui redresse, oui, mais toi qui aiguillonne, aussi.

Comme c'est bon d'être votre invité, mes camarades, pour cette fête de la Rose de Frangy, fondée par Pierre Joxe il y a quatre décennies. Je veux à cet instant rendre hommage à Maurice Mathus, qui nous a quittés il y a peu, et qui jouait un rôle considérable dans l'organisation de cette fête.

Frangy-en-Bresse, c'est là où se rencontrent tous les socialistes pressés d'en découdre avant même la rentrée politique. Et laissez-moi vous dire le bonheur qui est le mien de succéder à Ségolène Royal, Laurent Fabius, Benoit Hamon, Marisol Touraine, Pierre Moscovici, Manuel Valls et tous les autres : **la fête de la rose de Frangy, c'est la fête de tous les socialistes !**

Comme c'est bon d'être ici, en ce dimanche 18 août, et de jeter un coup d'œil dans le rétroviseur de notre histoire récente : nous avons fait un bon bout de chemin ensemble.

Remontez quelques années en arrière à pareille période... On nous prédisait la mort du parti socialiste ! Ce *grand cadavre à la renverse*, écrivaient alors certains philosophes télégéniques aux cheveux ébouriffés !

Souvenez-vous, il fallait tout changer, du sol au plafond ! Changer de valeurs, changer de ligne, changer d'alliés, changer d'électeurs. Certains voulaient même que nous changions de nom...

Oui, nous avons fait un bon bout de chemin ensemble. Et pour autant, l'essentiel de la route est devant nous.

Comment l'arpenter ? J'ai bien ma petite idée. Et si nous appliquons ce que j'ai envie d'appeler la « loi de la Seille » ?

Savez-vous, mes camarades, ce qu'est la « loi de la Seille » ? Tous ici, vous connaissez la Seille ? Cette belle rivière qui parcourt Frangy, du Nord-est au Sud-ouest. Eh bien, si elle est si forte, cette rivière, c'est précisément parce qu'elle accueille en son sein de nombreux cours d'eau – la Brenne, la Seillette, la Boissine, le Teuil – qui viennent la nourrir, la renforcer...

Mes camarades, nous serions bien inspirés d'y voir là une invitation pour les mois qui viennent. Et c'est, d'une certaine manière, le « Message de Frangy » que je veux délivrer aujourd'hui devant vous.

Le « Message de Frangy », c'est un message d'unité. Un message d'unité totale.

Nous sommes tous derrière le président de la République. Et nous avons besoin de tous pour la réussite de ce quinquennat et la réélection de François Hollande en 2017.

C'est ce message d'unité des socialistes que nous devons porter à Frangy-en-Bresse aujourd'hui, prolonger la semaine prochaine à La Rochelle et faire vivre tout au long de l'année.

Il n'y a pas de salut individuel. Ni d'embastillement possible. A l'heure où la France affronte une terrible crise, à l'heure des grands choix pour le pays et pour le continent, à l'heure où les forces réactionnaires se mettent en mouvement, nous avons un *besoin*, que dis-je, un *devoir* d'unité totale.

Mes camarades, croyez-vous que nous puissions réclamer leur confiance aux Français s'ils ont le sentiment que nous ne nous faisons pas confiance nous-mêmes, au sein de notre propre famille ? L'unité des socialistes, c'est d'abord un enjeu de confiance pour tous les Français.

Pour cela, commençons par cesser les débats d'arrière-garde. Moi, j'en ai assez d'entendre parler de ces histoires d'ailes : aile gauche, aile réformiste, aile je-ne-sais-quoi encore. **A ma connaissance, nous sommes tous de gauche au parti socialiste ! Et à ma connaissance, nous sommes tous aussi des réformistes !**

Avez-vous entendu récemment un seul d'entre nous prôner le recours à la révolution ? Tous, nous nous inscrivons dans le *socialisme à la française*, c'est-à-dire un socialisme budgétairement sérieux, écologiquement responsable et socialement ambitieux. Un socialisme qui croit à la réforme progressive et au dialogue social. Un socialisme qui infuse dans les collectivités locales, au cœur des territoires.

Alors, mes camarades, dès aujourd'hui, pas un socialiste ne doit manquer. Non pas dans un soutien béat et bêtant ! Encore moins dans un silence complaisant ou une adoration de courtisan – et **l'histoire est là pour nous enseigner qu'une bonne parole vaut toujours mieux qu'un mauvais silence.**

Plutôt dans un élan collectif qui, comme les quatre cours d'eau donnent de la force à la Seille, nous permette de rassembler nos énergies pour lutter contre la crise et pour une nouvelle société, plutôt que pour lutter contre nous-mêmes.

Unité des socialistes, mais aussi unité de la gauche et des écologistes.

Le rassemblement de la gauche n'est jamais un long fleuve tranquille. Et pour cause. Rendez-vous compte du miracle qu'il faut réaliser pour rassembler des mouvements nés par conviction farouche que leurs idées sont les plus justes ? Eh bien, c'est ce miracle qu'il nous faut accomplir et perpétuer, et cela, pas plus tard que pour les élections municipales.

Je sais les militants de chaque formation attachés à l'union.

Je sais que personne ne souhaite donner un gain à une droite qui n'est en état ni de gouverner ni de représenter dignement la France.

Je sais que chacun mesure le risque d'une percée du Front national.

Je sais que tous partagent l'analyse que dans un match à trois, il faut arriver en tête, et que seule l'union le permet.

Alors, plutôt que de se faire les commentateurs des raisons de l'émergence d'une troisième force, ou, pire, les chroniqueurs d'une désunion annoncée, créons maintenant les conditions du rassemblement.

Un rassemblement dans la franchise et la clarté. Il ne s'agit évidemment pas de taire nos différences avec nos partenaires.
Le rassemblement de la gauche, ce n'est pas la gémellité !
L'unité politique, ce n'est pas le clonage !

Bien sûr, il y a des divergences ici ou là. Bien sûr, il y a dans certains territoires une histoire locale ou des comportements personnels qui ne facilitent pas toujours les accords, et parfois même justifient que chacun trace son propre chemin.

Mais ne faisons pas de rares exceptions locales, la règle nationale. Partout où cela sera possible, trouvons l'unité.

Gage au Parti socialiste de faire l'effort pour obtenir l'union. **Mais je mets aussi en garde nos amis : la division est un poison.** A chaque élection, il sera là.

L'antidote, c'est l'esprit de responsabilité des uns et des autres. Ne nous mettons pas en situation, au soir du dépouillement, de devoir rivaliser d'imagination pour expliquer aux Français en quoi le rassemblement était impossible.

Il n'y a pas de place pour les états d'âme quand le combat approche. D'autant que la droite, elle, quelles que soient ses querelles, ses haines et ses rancœurs, quelle que soit aussi son vide de projet et le borbier stratégique dans lequel elle est, sera rassemblée par le ciment de son obsession de revanche.

Alors rassemblons-nous pour défendre nos bilans, mais rassemblons-nous aussi pour nous confronter à la droite. Car ne faisons pas fausse route : **on peut avoir le meilleur bilan municipal du monde, je n'ai jamais vu une élection locale qui n'ait de portée nationale.**

Oui, expliquons aux Français de quelle manière, ces dernières années, **nous avons fait de nos villes des outils pour réparer, protéger et progresser**. Ce ne sera pas bien difficile au regard de la qualité de nos maires, de leurs équipes et de leurs réalisations. Mais rafraichissons-leur aussi un peu la mémoire sur les raisons qui ont fait que les Français, à la faveur du printemps 2012, ont chassé la droite du pouvoir, élu François Hollande président de la République et donné une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

Et peut-être ne l'avons-nous pas assez fait jusqu'à présent. Par pêché de pureté. Comme si l'on pouvait remettre les compteurs à zéro au lendemain d'une victoire électorale. Comme si la droite pouvait prétendre à une amnistie politique après qu'elle ait appliqué la triple peine à la France : budgétairement au tapis, économiquement affaiblie et socialement piétinée.

Au fond, en 2007, les Français ne faisaient que réclamer *Liberté, Egalité, Fraternité*. En guise de cela, ils ont eu droit, avec Monsieur Sarkozy, à *Libéralisme, Egocentrisme, Fractionnisme* !

Libéralisme, avec cette course folle au service public *low cost* pour permettre au gouvernement de droite d'arrondir les fins de mois des plus fortunés avec le bouclier fiscal, souvenez-vous. Cette politique qui exigeait des plus humbles qu'ils entretiennent les plus fortunés. Et cela sur le dos de l'école, de la santé et de la protection sociale.

Egocentrisme, avec cette pratique du pouvoir autocentrée, autocratique, autosatisfaite, ne laissant de place ni au parlement, ni aux territoires, ni aux partenaires sociaux. *L'homme providentiel*, la bonne providence en moins !

Fractionnisme, avec cette obsession à vouloir diviser, fractionner, fragmenter, opposer : les jeunes contre les vieux, les salariés contre les chômeurs, les Français contre les étrangers. Avec cette capitulation en rase campagne face au Front national, ses thèmes, ses thèses. Sans même réaliser qu'**en ramenant les mots du FN dans le champ de la droite républicaine, ils n'ont fait qu'installer les idées de l'extrême droite dans le jardin de la République.**

Tout cela, mes camarades, le moment venu, il nous faudra le rappeler à nos compatriotes.

Unité des socialistes, rassemblement de la gauche et des écologistes, **le Message de Frangy, c'est aussi un appel à la cohésion nationale**, au rassemblement de tous les Français pour promouvoir un autre modèle, celui-là même que nous nous efforçons de mettre en place depuis quinze mois.

Ce modèle, notre modèle, il est budgétairement viable.

L'expression n'est pas des plus romantiques, je le confesse. Mais telle est l'épreuve du pouvoir, et telle est la responsabilité que nous ont confiée les Français.

Alors, je vais être parfaitement clair : **j'assume le sérieux avec lequel nous gérons le pays. Je l'assume et je le revendique.**

La marque des socialistes, c'est l'adéquation entre le rêve et le possible, entre l'idéal et le réel.

Et nous savons que rien ne sera jamais possible, rien ne sera jamais réel si nous ne parvenons pas à reconstituer les comptes de la Nation.

La dette, mes camarades, c'est l'ennemie de la gauche qui agit. La dette, c'est une renonciation à notre souveraineté nationale. La dette, c'est un contresens de la nature qui voudrait que les enfants réparent les bêtises de leurs parents. **La dette, au fond, c'est de la souffrance différée. Et les socialistes ne sauraient être porteurs de la souffrance différée.**

Alors, oui, il nous a fallu nous atteler à la réduction des déficits publics, et regarder droit dans les yeux le lourd héritage laissé par la droite, qui a réussi à accumuler sous le précédent quinquennat un record de 600 milliards d'euros de dette publique.

Cela a réclamé beaucoup d'efforts, et aujourd'hui, ces efforts portent leurs fruits.

C'est bien grâce à notre crédibilité budgétaire que nous avons obtenu de la Commission européenne qu'elle reporte de deux ans l'atteinte du seuil de 3% de déficit nominal, et que nous pourrions poursuivre les réformes structurelles nécessaires au retour d'une croissance durable et riche en emplois.

Oui, ces efforts étaient vitaux. Mais **ne cessons jamais de nous interroger sur le niveau auquel nous devons situer le curseur des économies à réaliser**. Entendons le changement de ton des principales organisations internationales et européennes – OCDE, FMI, Bruxelles – qui enfin admettent les effets néfastes des politiques d'austérité sur la croissance dans la zone euro.

Je le dis avec beaucoup de clarté : à un certain niveau d'effort, c'est de l'assainissement.

Mais, passé un cap, cela devient de l'affaiblissement. Affaiblissement de la consommation populaire, des carnets de commandes de nos entreprises, de l'investissement public et privé.

En un mot, une mise en berne de tous les moteurs de la croissance aboutissant à un creusement supplémentaire de la dette et à une dégradation de l'emploi.

Le seul assainissement qui vaille, c'est celui qui est tourné vers le triple objectif emploi-emploi-emploi.

Mes camarades, la réduction de la dette est un préliminaire, mais elle doit être maîtrisée. Et surtout, elle n'a jamais fait une politique. Elle n'est pas une fin mais un moyen pour une autre politique, un autre modèle.

Cet autre modèle, notre modèle, il est éducatif.

Et plutôt que de philosopher, soyons d'abord à l'heure et à la hauteur du premier grand rendez-vous de septembre : la rentrée scolaire. *Notre* première rentrée scolaire.

Rien ne serait pire que de décréter la refondation de l'école et, dès la première rentrée, de laisser celle-ci à la critique rongeuse des souris. Non, il faut réussir notre première rentrée scolaire.

Nous avons promis, pour l'école de la République, des lendemains qui chantent – c'est une des raisons de notre victoire. Nous avons voté une grande loi – elle nous engage. Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour réinstaller la présence des adultes à l'école.

Tous les ans, 10 000 postes seront créés ; 6 000 emplois d'avenir professeur pour améliorer les conditions d'entrée dans le métier d'enseignant ; la formation initiale des enseignants rétablie avec la mise en place des Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation ; la scolarisation des moins de 3 ans relancée dans les territoires en difficulté. Tout cela, en temps de disette budgétaire, ce n'est pas rien.

En un mot, nous avons passé un contrat moral avec les enfants de la République, leurs parents et leurs enseignants.

Cette rentrée scolaire, ce doit être maintenant la politique par la preuve. Le moment de démontrer que ça marche, que ça change, que ça va mieux, que la confiance revient.

Il y a eu le moment de la discussion sur le temps scolaire. Très bien. Accordez-moi qu'il est préférable d'avoir eu ce débat-là plutôt que celui des suppressions de postes dans l'éducation nationale, avec 66 000 adultes rayés de la carte éducative sous l'ère Sarkozy !

A présent, l'investissement dans la jeunesse doit être martelé chaque jour et par tous. C'est un enjeu d'avenir pour le pays tout entier et sa capacité à se projeter dans le nouveau monde.

En France, on n'a pas de pétrole... mais on a des enfants ! Et l'on n'imagine pas comme nos voisins sont envieux de cette vigueur démographique. Nous avons, dans le vivier de notre jeunesse, les cerveaux et les bras qui assureront à la France son avenir. A condition de l'éduquer, de la former.

Le quinquennat, dans son succès, dépendra de la réussite de la refondation de l'Ecole. **Beaucoup nous sera pardonné. Pas l'échec scolaire. Alors, assumons l'Ecole comme grande cause de la législature, et donnons-nous en les moyens.**

Notre modèle, il a aussi le goût du progrès social.

En cette rentrée, soyons fidèles à nous-mêmes. Un pays, une culture et une philosophie ardemment animés par le goût du progrès social. Non par idéologie, par manie ou par tradition. Simplement parce que la grandeur d'une Nation se mesure au niveau de protection sociale de son peuple.

A fortiori dans ce moment de souffrance sociale et de peur du lendemain, croyez-vous que nos concitoyens puissent accorder quelque crédit à une promesse sur plusieurs décennies sans que nous apportions une réponse immédiate aux grands maux du quotidien ?

Croyez-vous qu'un seul de nos compatriotes consente à appartenir à une génération sacrifiée à qui l'on jure qu'une fois sa vie écoulée, le pays connaîtra un avenir meilleur ?

Je ne le crois pas et je ne le souhaite pas. La question sociale, c'est aujourd'hui qu'elle se pose, pas demain. Et si nous voulons faire renaître cette confiance dans la politique que le souffle de l'abstention balaye régulièrement, nous devons donner des preuves maintenant.

Ce goût du progrès social, ne le perdons pas au moment où il nous faudra entrer dans le dur de la réforme des retraites, notre deuxième grand rendez-vous de la rentrée.

Un consensus existe entre les partenaires sociaux sur la nécessité de la réforme. C'est heureux. Oui, il faut protéger et consolider notre système de retraite par répartition qui est un marqueur de la République sociale et un symbole de la solidarité entre les parents et leurs enfants.

Des efforts seront nécessaires, mais il y a deux bornes pour que la réforme réussisse.

Un, qu'elle soit juste, qu'elle ne pèse pas sur les plus faibles. Une retraite décente prise à un moment où l'on puisse en profiter. D'abord pour les femmes, dont les écarts de salaire horaire avec les hommes sont de 10%, et le taux d'activité inférieur de 10 points. Ensuite pour ceux qui ont travaillé dur et très péniblement. Contrairement à la réforme de 2010 qui s'est contentée de prendre en compte l'invalidité, il faudra que la prochaine réforme couvre le plus grand nombre de salariés ayant travaillé dans des conditions de pénibilité extrême.

Deux, qu'elle ne grève pas la compétitivité. On ne peut pas avoir fait de grands discours sur le sujet et l'oublier sur un problème aussi important.

Il y aura des contestations. Il y aura des manifestations. Je sais combien l'inquiétude est grande. Mais je connais le sens des responsabilités des Français. Ils sont prêts à faire des efforts, à condition qu'ils soient justes, proportionnés, et, surtout, qu'ils concourent à projeter notre modèle dans le progrès social. La réforme des retraites, aussi, doit nous permettre de dire et de prouver que nous voulons réparer, protéger et progresser.

Notre modèle, il a l'esprit d'entreprendre.

Mieux que cela, notre modèle, il a le **goût du risque**. La France doit renouer avec l'esprit d'entreprendre. Ne laissons jamais s'installer l'idée que notre pays serait le simple musée de l'Europe. Celui que les pays émergents viendraient photographier « en mémoire du temps où »... La France est une grande Nation industrielle qui n'entend pas se résigner au déclin dans la mondialisation. Tout doit être fait pour réveiller l'esprit d'entreprendre en France.

Et ça commence par la valorisation de nos entrepreneurs. **Nous ne disons pas assez à nos entrepreneurs que nous sommes fiers d'eux.**

Je dis *entrepreneurs*, je ne dis pas *rentiers*. La France est fière de ses entrepreneurs, de ses artisans, de ses commerçants, de ses patrons de très petites, petites et moyennes entreprises, de ses capitaines d'industries, ceux qui créent de la richesse, ceux qui innovent, ceux qui prennent des risques.

Ceux qui respectent leurs salariés, leurs conditions de travail, leur vie. Ceux qui sont attentifs au dialogue social et qui en font une richesse pour le développement de l'emploi et de leur entreprise.

Je partage l'intuition du Premier ministre : il faut aller vers un nouveau modèle. Et, dans le même temps, je suis en accord avec toi, Arnaud : on ne peut construire un nouveau modèle avec une ancienne politique. Voilà pourquoi la bataille pour la ré-industrialisation est une bataille pour la vie.

La priorité doit être de cesser l'hémorragie industrielle qui a entraîné la suppression de 800 000 emplois industriels en dix ans. Alors, là aussi, j'assume. Crédit d'impôt compétitivité emploi, Banque publique d'investissement, Recherche et développement : voilà de bons outils pour réarmer nos entreprises et les aider à monter en gamme pour aller se frotter à la compétition internationale.

Je me félicite aussi du lancement du grand programme d'investissement de 10 milliards pour préparer la France industrielle de 2030.

Grâce à cette mobilisation, je sens que notre économie est prête à se réveiller, comme le confirme d'ailleurs le rebond de la croissance de 0,5% sur le deuxième trimestre. Ce rebond est-t-il une surprise ? Non, je ne le crois pas. C'est le résultat de l'acte I du quinquennat, et il va falloir désormais travailler à déployer tous les instruments mis en place pour consolider la confiance et la croissance.

Il faudra aussi user d'une extrême prudence... Réforme des retraites, loi de financement de la sécurité sociale, budget : ce serait une faute de passer, lors de ces trois rendez-vous, la triple lame « cotisations, taxes, impôts ». Il nous faudra réformer, oui, mais sans étouffer cette petite lumière des 0,5% qui scintille dans la nuit de la crise.

Soyons prudents donc, mais soyons tout autant attentifs à la consommation des ménages qui est en grande partie à l'origine de ce hoquet de croissance.

Elle est nécessaire à l'investissement des entreprises, condition indispensable pour connaître un cycle de vraie reprise, qui parvienne à faire reculer le chômage et son cortège de misère.

Notre modèle, il a le respect des territoires.

Il reconnaît à chaque parcelle de la Nation le même droit à l'égalité républicaine.

Il ne laisse pas les quartiers populaires au ban. Le 15 octobre prochain, nous célébrerons les 30 ans de la Marche des beurs. Puisse cet anniversaire nous inspirer dans le renforcement de nos politiques pour l'égalité réelle. Issu de la Seine-Saint-Denis, je sais combien la gauche est attendue par les habitants de ces territoires.

Il ne laisse pas les zones rurales déclassées à l'abandon. N'établissons jamais d'échelle de souffrance. Déserts médicaux, retrait des services publics, désœuvrement de la jeunesse : on souffre à la campagne comme on souffre dans les banlieues. Le remède est le même : la renaissance d'un service public de qualité.

Il reconnaît les maux du monde périurbain, ceux que connaissent ces femmes et de ces hommes dont on ne parle pas, et qui se vivent comme les oubliés de la République.

Aux uns et aux autres, à tous, parlons plus et parlons mieux, dès la rentrée.

Notre modèle, il a la foi républicaine.

La République, c'est la laïcité. Et les Français attendent de nous que nous réaffirmions ce principe qui fait partie du code génétique des socialistes.

La République, c'est la protection. Nous ne devons avoir aucun complexe lorsqu'il s'agit de parler de sécurité. L'autorité de l'Etat, ce n'est ni un gros mot ni un tabou de la gauche. C'est même tout le contraire. Parce que **l'ordre républicain, c'est la liberté des humbles.**

La République, c'est le respect. Tout doit être entrepris durant cette législature pour lutter sans relâche contre le racisme et l'antisémitisme. Contre toutes les discriminations aussi.

Notre modèle, il a l'ambition environnementale.

Mes camarades, je l'ai déjà dit : on peut vivre avec 4% de déficit, pas avec 4 degrés de plus. Nous avons une responsabilité devant les générations qui viennent. Nous ne prônons pas la croissance zéro ni le retour à l'âge de pierre. Non, nous sommes dépositaires du processus de transition écologique.

Ça veut dire une nouvelle façon de consommer. Ça veut dire des comportements animés par **le devoir** d'achat et **le savoir** d'achat.

Ça veut dire la conquête des emplois verts, ceux-là même qui nous tendent les bras. L'objectif de 100 000 nouveaux emplois verts d'ici 3 ans, c'est possible. Avec une politique ambitieuse de sobriété et d'efficacité énergétique, nous pouvons booster la création d'emplois verts. Mais pour atteindre notre objectif, il faut maintenant un déploiement de la Banque publique d'investissement et de la fiscalité écologique.

La création d'emplois verts, ça veut dire des investissements massifs, notamment en actionnant le puissant levier du logement – et je sais pouvoir compter sur la fougue de mon amie Cécile Duflot pour cela.

La transition écologique, cela doit aussi se traduire au niveau européen où les projets collectifs ne manquent pas. Je pense notamment à la mise en place d'un *super réseau intelligent européen*.

La transition écologique, mes camarades, c'est la révolution de ceux qui ont déjà fait leur révolution industrielle. A nous de mettre notre effort en cohérence avec notre ambition.

Notre modèle, il a le patriotisme au cœur.

Mes camarades, n'ayons jamais peur de ce mot. Il appartient à tous les Français. Notre patriotisme, il n'est pas idéologique. Il est optimiste et éclairé. Il réfute les théories du déclin et les thèses de la décadence.

Alors, parlons plus de la France. Retrouvons la fierté d'être Français. Parlons de la grandeur de ce petit pays.

Et je ne dis pas cela par coquetterie. *La France est un pays béni des Dieux*, écrit Jacques Attali. Il a raison.

Vous en connaissez beaucoup, vous, des pays de 65 millions d'habitants qui sont à la fois la 5^e puissance économique du monde, le principal phare démocratique et une inspiration sociale pour tous les pays de la planète ?

Des pays comme la France, qui abritent une population en constante augmentation, et grâce à la vigueur de laquelle, en 2060, on comptera plus d'habitants en France qu'en Allemagne ?

Des pays comme la France, qui savent promouvoir leur langue, à tel point que la francophonie progresse dans le monde, ajoutant à son enjeu économique une dimension culturelle ?

Des pays comme la France, tout à la fois 2^e puissance maritime du monde, mastodonte agricole et colosse intellectuel – songez que la France est le 4^e pays du monde au classement des Prix Nobel.

Vous en connaissez beaucoup, vous, des pays dotés de l'outil diplomatique et de l'instrument militaire permettant de répondre à l'appel au secours de l'Ami malien, pendant que l'Europe est tétanisée ?

Combattons toute notre vie le nationalisme qui mène au repli et à la haine.

Mais ne laissons jamais le patriotisme à d'autres, et surtout pas à ceux qui donnent à voir aux Français l'image d'un pays ranci et moisi.

**Mes camarades, c'est grand la France ! Assumons-le !
Clamons-le !**

Enfin, notre modèle, il a la fibre européenne.

Et voilà sans aucun doute ce par quoi tout commence et là vers où tout doit converger. Le combat européen, c'est la mère de toutes les batailles.

Certains critiquent l'Europe. Ils ont tort. Au fond, l'Europe n'est que le cadre géographique dans lequel on a encapsulé un modèle idéologique qui la ronge de l'intérieur.

Ce modèle idéologique, c'est le capitalisme financier mondialisé, qui, sous couvert d'une fatalité moderne, a imposé quelques idées folles dans le champ de l'évidence : l'éloge de la responsabilité individuelle, le culte de la rente, le fétichisme des 3%, le primat des experts comptables sur les politiques.

Ils vous diront que c'est une vérité économique. N'en croyez pas un mot : je dis que c'est un dogme. **Au fond, mes camarades, ce que le capitalisme financier explique aux peuples, c'est qu'en temps de crise, il faut faire des efforts pour en sortir ; en temps de reprise, il faut faire des efforts pour ne pas rechuter ; et en temps de croissance, il faut faire des efforts pour « s'adapter ».**

Cette vieille idéologie n'a plus aucun autre avenir que celui de produire de la violence. Les Français veulent que ça change. Et si nous ne le faisons pas, qui d'autre le fera ?

Alors, oui, nous avons une confrontation politique à mener. N'ayons pas peur du mot, et encore moins de la perspective. Assumons cela sereinement. Bloc contre bloc. Progressistes contre conservateurs. Gauches contre droites.

C'est cette volonté de confrontation qui m'a conduit à plaider dès l'automne dernier pour l'abandon du critère de 3% de déficit, que la doxa ordo-libérale bruxelloises soutenue par les droites conservatrices, présentaient comme le remède.

A ce rythme-là, les apprentis sorciers de la cure d'austérité auraient tué le malade : la zone euro.

Les pays les plus touchés par la crise ont fait les frais de cette politique austéritaie dictée. La Grèce qui a réalisé en un temps record un effort structurel de 10 points de PIB, fait aujourd'hui la douloureuse expérience du docteur « troïka » : son indice de pauvreté a grimpé de 21,4 % en 2011, son chômage a atteint le niveau le plus élevé de l'Union Européenne, soit 27%. Et aujourd'hui, ce remède de cheval n'est même pas suffisant pour diminuer sa dette publique qui devrait repartir à la hausse cette année, à 175,2%.

Alors, moi, mes camarades, la confrontation, j'assume ! Sans complexe, nous devons opposer aux conservateurs notre propre vision européenne. Et cela tombe bien, c'est celle des peuples : l'Europe de la croissance et de l'emploi.

Depuis quinze mois, la donne a changé. Souvenez-vous des cinq années que nous avons connues.

Cinq ans durant lesquels Monsieur Sarkozy a imposé pas à pas l'alignement et la soumission comme ligne diplomatique, politique et économique de la France, singulièrement au sein de l'axe franco-allemand.

Ce temps-là est bel et bien révolu depuis l'élection de François Hollande. Allié n'est plus synonyme d'aligné. Ami n'est plus synonyme de soumis.

Cette inflexion a été obtenue par le combat du Président de la République... mais aussi par le vote des Français pour un nouveau cours en Europe... mais aussi par la résistance des peuples grec, espagnol, portugais... mais aussi par les députés européens... mais aussi par la gauche allemande – la gauche allemande et les écologistes qui disent avec Helmut Schmidt « non à l'Europe allemande, oui à l'Allemagne européenne ».

Oui, nous avons avancé. Mais nous devons aller plus loin, plus vite, plus fort.

Et notamment en composant un front des progressistes européens capable de porter quelques propositions fortes et efficaces telles qu'un salaire minimum européen ou encore un programme exceptionnel de grands investissements sur les infrastructures et l'énergie.

Nous pouvons aller plus loin encore en lançant un plan de lutte contre le chômage des jeunes bien plus ambitieux que les 6 milliards prévus sur 7 ans. Songez que ce plan représente un peu moins que le budget annuel de la ville de Paris...

Et bien sûr, nous avons besoin d'une Europe qui protège d'une mondialisation qui trop souvent laisse sur le bas-côté les plus vulnérables. Je ne parle pas d'une Europe protectionniste, mais d'une Europe qui protège.

A l'heure où la Commission Européenne négocie tous azimuts des accords de libre-échange avec les Etats-Unis, le Japon, le Canada, il me semble urgent que l'Europe renforce le contrôle démocratique des études d'impact de ces accords sur notre industrie.

N'acceptons pas que l'on efface d'un trait de plume des pans entiers de notre industrie et les emplois correspondant ou que l'on n'octroie pas tous les moyens et le temps pour nos industries de s'adapter à la nouvelle donne commerciale comme le font assez pragmatiquement d'ailleurs la plupart de nos partenaires commerciaux.

C'est d'une Europe protectrice et offensive dont nous avons besoin dans ce nouveau monde. Nous aurons bientôt deux formidables fenêtres de tir pour nous atteler à cela.

D'abord, au lendemain des élections allemandes. Là, le paysage franco-allemand sera stabilisé pendant 4 ans. Quatre ans pour construire un compromis combatif.

Le futur chancelier ou la future chancelière doit savoir que la France veut une autre politique qui conjugue croissance interne et protection externe.

Ensuite, lors des élections européennes. Pour la première fois, le nouveau président de la Commission sera désigné dans la majorité du Parlement européen.

Nous aurons alors la possibilité de sanctionner les droites européennes et de bâtir une majorité de gauche au Parlement européen. Ne nous gênons pas.

Mes camarades, on ne badine pas avec l'Europe.

Les générations qui nous ont précédés nous ont légué la paix et la prospérité sur un continent ravagé par les haines. Rien que cela...

Et nous ? Et nous, que lèguerons-nous aux générations qui viennent ? Des excuses ? Des regrets ?

Quel projet de vie leur transmettrons-nous ? Le libre-échange ? La loi du plus fort ?

Quelle perspective leur tracerons-nous ? Les efforts sans but ? Les sacrifices sans fin ?

Alors oui, comme jamais, il nous faut défendre une certaine idée du rôle de la France en Europe : une France qui compte dans une Europe qui pèse.

Mes camarades, j'en termine.

Vous l'avez compris, je souhaite que l'on aborde l'année à venir avec un plan de route précis. Celui du redressement de la France certes, mais pour une nouvelle société.

Une société juste, qui sache placer la question sociale au cœur.

Une société fiable, économiquement et socialement.

Une société durable, éducative, écologique.

Enfin, une société républicaine, forte et équilibrée, pour laquelle nous redonnerons un sens à la démocratie parlementaire, cette vieille idée à laquelle je tiens comme à la prunelle de mes yeux.

Comptez sur moi pour la défendre coûte que coûte, le temps de cette législature, au cœur de la majorité parlementaire, main dans la main avec le président de la République, au service de la gauche, de la France et des Français.
